



Bruxelles, le 20.12.2021
C(2021) 9864 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 20.12.2021

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Mali
pour l'année 2021**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 20.12.2021

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Mali
pour l'année 2021**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23(2),

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République du Mali pour 2021, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel pour 2021. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE)³.
- (3) Certaines actions contribuent à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national⁴ pour la période 2021-2027, qui établit les priorités suivantes: « un meilleur fonctionnement de l'Etat », « une croissance économique soutenable » et « le développement du capital humain ».

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République du Mali pour la période 2021-2027, C(2021) 9376 final du 14.12.2021

- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947, région « Afrique subsaharienne », consistent à contribuer à la restauration du Contrat Social au Mali.
- (6) L'action intitulée « Aménagement de la branche malienne de la route transsaharienne (Bourem – Kidal) » vise à participer au développement socio-économique durable des régions du Nord du Mali à travers la construction d'une infrastructure routière qui appuiera également leur stabilisation à court et moyen termes dans le cadre de l'accord pour la paix et la réconciliation.
- (7) L'action intitulée « Retour de l'État autour des pôles sécurisés de développement et de gouvernance et autres zones fragiles » vise à renforcer la cohésion sociale et la confiance entre les populations et l'État dans les zones fragiles.
- (8) L'action intitulée « Résilience et développement durable au centre du Mali » vise à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus vulnérables dans les zones ciblées du centre du Mali.
- (9) L'action intitulée « Technical Cooperation Facility - TCF Global Europe » vise à contribuer à une mise en œuvre efficace et efficiente du partenariat Mali-UE et aux objectifs de développement durable et de réduction de la pauvreté au Mali. Elle prévoit en particulier la réalisation d'études, d'évaluation et d'audits, ainsi que la tenue d'activités de renforcement des capacités, et l'organisation de séminaires, ateliers et conférences.
- (10) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (11) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre des actions 1 et 3 et pour certaines composantes de l'action 2.
- (12) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conformément aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement financier avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (13) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement financier, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

internationale — Europe dans le monde, institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE:

Article premier
Le plan d'action

La décision annuelle de financement, qui constitue le plan d'action annuel 2021 pour la mise en œuvre du plan d'action annuel 2021 en faveur de la République du Mali, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) « Aménagement de la branche malienne de la route transsaharienne (Bourem – Kidal) », présentée dans l'annexe 1;
- (b) « Retour de l'État autour des pôles sécurisés de développement et de gouvernance et autres zones fragiles », présentée dans l'annexe 2;
- (c) « Résilience et développement durable au centre du Mali », présentée dans l'annexe 3;
- (d) « Technical Cooperation Facility - TCF Global Europe », présentée dans l'annexe 4.

Article 2
Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2021 est fixé à 176 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne budgétaire BGUE-B2021-14 0201 20-C1-INTPA – Afrique de l'Ouest du budget général de l'Union.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3
Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.4.1 des annexes 1 et 3, aux points 4.4.2 et 4.4.3 de l'annexe 2.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum et n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5

Subventions et Marchés publics

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans l'annexe 2 au point 4.4.1.1, dans l'annexe 4 aux points 4.4.1.2, 4.4.1.3 et 4.4.1.4.

Fait à Bruxelles, le 20.12.2021

Par la Commission

Jutta URPILAINEN

Membre de la Commission